



Le bien-être animal.
Dans le monde entier.

Le Conseil national ne souhaite pas de renforcement du bien-être animal

QUATRE PATTES est déçue de la décision du Conseil national de rejeter l'initiative concernant l'élevage intensif et le contre-projet direct.

Zurich, le 15 décembre 2021 – Le Conseil national s'est exprimé aujourd'hui sur l'initiative contre l'élevage intensif ainsi que sur le contre-projet direct du Conseil fédéral et recommande de rejeter les deux projets. L'organisation de protection des animaux QUATRE PATTES est déçue de cette décision. Le Conseil national rate l'occasion de réduire l'immense souffrance animale générée encore et toujours par l'élevage intensif et ignore le souhait de la population d'avoir des normes de protection animale plus élevées.

Aujourd'hui, le Conseil national a examiné l'initiative contre l'élevage intensif ainsi que le contre-projet direct du Conseil fédéral et recommande de les rejeter tous les deux. L'initiative populaire veut ancrer des normes plus élevées de protection des animaux dans la Constitution et abolir l'élevage intensif dans un délai de 25 ans. QUATRE PATTES est déçue du refus du Conseil national d'améliorer les normes insuffisantes dans l'élevage suisse et d'ignorer ainsi une initiative populaire importante. Cela aura des conséquences négatives, en premier lieu pour les animaux de rente dans l'élevage intensif, obligés de mener une existence pénible, mais aussi pour la santé et l'environnement.

La loi suisse sur la protection des animaux est volontiers qualifiée d'exemplaire. Il est pourtant indéniable que l'élevage intensif d'animaux de rente pose également de nombreux problèmes de bien-être animal au sein de notre pays. « Un cochon, par exemple, dispose de beaucoup trop peu d'espace. Ces animaux, qui sont en fait très propres, doivent dormir, manger et se nettoyer sur moins d'un mètre carré. Il ne leur reste guère de place pour jouer, fouiller ou se vautrer. La loi ne prévoit pas non plus de parcours extérieur. Les poules veulent gratter le sol et profiter du soleil. Mais la majorité des poulets d'engraissement passent leur vie entière derrière les portes fermées d'un poulailler, entassés par milliers, avec l'espace d'une feuille A4 environ pour vivre. Ce ne sont là que quelques exemples de besoins qui ne sont guère pris en compte dans l'élevage intensif. Le pâturage, l'espace et les possibilités d'occupation font défaut. L'élevage est adapté à la production, et ce malgré le fait qu'il soit aujourd'hui reconnu que les animaux sont des êtres dotés de sensibilité.

Dans de telles conditions, on ne peut pas parler de loi exemplaire sur la protection des animaux », déclare Yasmine Wenk, chargée de campagne chez QUATRE PATTES Suisse. Elle résume : « Outre les animaux, les hommes et l'environnement souffrent également des conséquences de l'élevage intensif. Nous sommes loin d'un élevage correspondant à la surface disponible. Nous fertilisons nos sols à outrance, produisons d'énormes quantités d'azote, d'ammoniaque et sommes confrontés à une résistance élevée aux antibiotiques, surtout dans l'élevage intensif. De plus, 75 % de toutes les nouvelles maladies infectieuses sont d'origine animale, l'élevage intensif est donc aussi un foyer d'épidémies et de pandémies. »

La politique méconnaît la réalité

Il est inacceptable que la politique s'oppose autant à cette problématique. Au lieu de s'attaquer enfin à l'un des plus grands défis de la société et de mettre en œuvre des mesures visant à améliorer le bien-être animal dans l'élevage, on s'accroche à un système obsolète qui met en danger la santé des animaux et des hommes. Le Conseil fédéral avait pourtant clairement reconnu, dans son contre-projet, la nécessité d'agir. L'initiative sera maintenant soumise à la commission consultative du Conseil des États. QUATRE PATTES espère que la commission au moins prendra une décision positive en faveur de celle-ci. Dans une agriculture moderne et résolument tournée vers l'avenir, les besoins des animaux doivent être prioritaires et ne pas être tributaires de systèmes d'élevage pensés dans un but uniquement économique.